

**« Renforcement des bonnes pratiques et des mobilisations citoyennes en faveur de politiques publiques adaptées à la réduction des inégalités au Sahel
(1^{er} octobre 2020 – 30 juin 2024)**

1) Rappel du Contexte

Le Sahel reste l'une des régions les plus pauvres et les plus fragiles au monde. Il fait face à des crises multiples ((alimentaires, sécuritaires, environnementales, humanitaires...)) qui freinent son développement. Ces crises prennent leur racine dans les inégalités et alimentent le sentiment d'injustice profondément ancré au sein de la population et en particulier chez les jeunes. La pandémie du coronavirus a exacerbé cette situation en entraînant des difficultés croissantes des Etats à subvenir aux besoins fondamentaux des populations et à investir dans les services sociaux de base. A cela s'ajoute la réduction des aides publiques au développement (Niger, Burkina Faso et Mali) et l'endettement en nette augmentation dans certains pays.

Au même moment, les Etats du Sahel projettent des mesures d'austérité à travers des coupes budgétaires conséquentes qui seront fortement ressenties dans les dépenses publiques. Ces mesures d'austérité viennent confirmer le faible engagement des Etats à lutter contre les inégalités au Sahel comme révélé dans les rapport CRII¹ d' Oxfam.

Le contexte politique est marqué par une instabilité et un recul de la démocratie et de la bonne gouvernance (6 coups d'Etat sont notés dans la zone du Sahel). L'espace civique est de plus en plus menacée avec l'instauration de lois limitant la liberté d'expression (Sénégal, Niger, Burkina Faso) notamment le droit de manifester et l'utilisation des réseaux sociaux et le contrôle accru des actions de la société civile.

C'est dans ce contexte alarmant et favorable à l'acroissement des inégalités que ce déroule le projet **Sahel – A égalité** intitulé «**Renforcement des bonnes pratiques et des mobilisations citoyennes en faveur de politiques publiques adaptées à la réduction des inégalités au Sahel** ». Il est cofinancé par l'Agence Française de Développement (**3 500 000 Euros soit 60 %**) et exécuté par OXFAM France en partenariat avec les missions OXFAM dans la région du Sahel dont le Burkina Faso, le Niger, le Sénégal et des partenaires locaux et régionaux de la société civile

- Forum Civil et ONG 3D (**Sénégal**)
- Centre d'Etudes et de Recherche Appliquée en Finances publiques (CERA-FP), Association des Femmes juristes au Burkina, Balai Citoyen, AFJ (Association des Femmes Juristes) (**Burkina Faso**) ;

¹ Indice d'engagement d'Oxfam et de Development Finance International (DFI) pour la réduction des inégalités (CRII).

- Centre d'Etudes et de Recherche sur la Gouvernance, les Industries Extractives et le Développement Durable(CERGIED) (**Tchad**) ;
- Femmes Actions-Développement (FAD) (**Niger**) ;
- WILDAF AO (Women in Law and Development in Africa), WACSI (West Africa Civil Society Institute), AFRICTIVISTES (partenaires régionaux **Afrique de l'Ouest**)

A travers le projet, Oxfam ambitionne de travailler sur la réduction des inégalités dans le but de renforcer le contrat social entre les populations sahéennes et les Etats de la région à travers la promotion de politiques publiques d'amélioration des services sociaux de base, le renforcement des capacités de la société civile sahéenne pour qu'elles soient à même de porter les demandes des populations et la promotion de la participation des jeunes et des femmes dans la définition des politiques publiques les concernant directement.

Les thématiques majeures :

- Accès aux services essentiels de base pour toutes et tous ;
- Mobilisation des ressources (fiscalité juste, transparence budgétaire, Aide Publique au Développement, dette publique)
- Espace civique (promotion, transformation, participation des jeunes et des femmes)

2) Objectifs visés

L'**objectif global** du projet est de renforcer la confiance entre l'Etat et les populations à tous les niveaux pour réduire les inégalités au Sahel à travers un contrat social refondé. Les objectifs spécifiques du projet sont déclinés comme suit :

- **Objectif Spécifique 1** : Renforcer la collaboration entre les OSC sahéennes et les autorités locales pour améliorer l'accès de tou-te-s aux services essentiels.
- **Objectif Spécifique 2** : Accompagner les acteurs de la société civile des pays sahéens dans l'expression de leur demande d'augmentation, de redevabilité et de transparence des ressources publiques
- **Objectif Spécifique 3** : Augmenter la participation effective des jeunes et des femmes, en particulier les plus marginalisés, sur les processus décisionnels qui les affectent dans un espace civique sécurisé et favorable.

3) Activités phares du projet

- **Des recherches pour produire des évidences et soutenir les actions de plaidoyer**

Les recherches ont porté sur les différentes thématiques précitées afin de mieux cerner les problématiques actuelles du Sahel en lien avec les inégalités et de mener des actions efficaces d'influence pouvant conduire aux changements souhaités. Les différentes recherches menées :

- Rapport et régional sur les inégalités (CRII)
- Cartographie nationale (Sénégal) régionale de l'accès aux services de base (éducation et santé) au Sahel et outil de visualisation numérique;
- Analyse budgétaire dans les domaines de l'éducation, santé et protection sociale et répartition des dépenses alloués aux services
- Etude sur l'analyse citoyenne des projets de loi de finances
- Cartographie des impôts et exonérations fiscales dans la région du Sahel ;
- Etudes en lien avec l'équité du système fiscal, les politiques fiscales et prix de transfert, l'évasion fiscale , l'étude comparative sur les critères de convergence de l'UEMOA en matière de fiscalité intérieure ;
- Réalisation d'une étude sur l'efficacité de l'aide publique au développement au niveau national (Burkina Faso) et au niveau régional
- Etude sur les cadres juridiques en vigueur prévues au Niger et au Burkina Faso
- Cartographie sur la participation citoyenne des jeunes et des femmes au Niger et Tchad

- **Des activités de renforcement des capacités pour un meilleur engagement de la société civile dans la lutte contre les inégalités**

Les activités de renforcement de capacité sont en lien avec les thématiques principales du projet (transparence budgétaire, mobilisation de ressources domestiques, participation citoyenne, espace civique). Ci-dessous quelques activités :

- Mise en place d'outils de planification territoriale ;
- Budgétisation simplifiée ;
- Renforcement de capacités du réseau des journalistes sur la justice fiscale & la protection sociale
- Promotion de réformes fiscales justes et mobilisations de ressources domestiques ;
- Mobilisation domestique (journée de recouvrement citoyen) dans les communes ;
- Animations fiscales dans les marchés hebdomadaires pour sensibiliser sur l'importance de payer l'impôt)
- Renforcement de capacités des jeunes sur l'engagement citoyen et la campagne numérique ;
- Renforcement de capacités des filles et des femmes (18-35 ans) sur le leadership féminin et la mobilisation digitale ;
- Sensibilisation des femmes et des jeunes sur leurs droits de participation à la gouvernance locale ;
- Promotion de la participation citoyenne des jeunes et des femmes

- **Activités régionales en cours ou à venir**

- **Campagne régionale sur l'accès des filles aux services de base**

Cette campagne est actuellement portée par le WILDAF – Afrique de l'Ouest basée au Togo. Elle a été lancée le 12 juillet 2023 à Dakar lors d'un forum régional sur les inégalités au Sahel. La campagne est menée dans 4 pays du Sahel (Sénégal, Burkina, Niger et Tchad), pour l'accès des filles et des femmes aux services essentiels de base dans les secteurs de la santé et de l'éducation afin de réduire les inégalités. A travers cette campagne, WILDAF et OXFAM veulent mobiliser les autorités étatiques du Sahel ainsi que les autorités régionales pour l'augmentation des investissements dans les secteurs sociaux pour réduire les inégalités, notamment les inégalités de genre. Un évènement parallèle en lien avec la Campagne est prévu durant le CSW 68 qui se tient du 11 au 22 mars 2024 aux Nations-Unies.

- **Analyse vision 2020 et 2050 de la CEDEAO et participation des organisations de la société civile ouest-africaines**

Cette activité sera organisée par WACSI (West Africa Civil Society Institute) basé au Ghana qui est un partenaire du projet. WACSI envisage de mener des consultations avec les organisations de la Société Civile sur la vision 2050 de la CEDEAO et puis organiser un atelier de partage avec la CEDEAO. L'équipe de WACSI a déjà rencontré la vice-présidence de la CEDEAO et il a été convenu de la semaine du 11 au 15 mars 2024 pour organiser les ateliers. WACSI va partager le rapport d'analyse de la vision 2020 avec l'équipe d'Oxfam. Il est prévu la participation d'Oxfam et de certains partenaires du projet dans ces ateliers.